



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE



Direction de la Communication

NEWS

Revue de presse



Jeudi 16 juin 2022



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Réunion du Gouvernement: plusieurs secteurs à l'ordre du jour

Le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, a présidé mercredi une réunion du Gouvernement consacrée aux secteurs de l'entrepreneuriat, de l'agriculture et du développement rural, des transports, de l'aménagement du territoire, du commerce et de la promotion des exportations, indique un communiqué des services du Premier ministre, dont voici le texte intégral:



Accord portant création de la Banque africaine d'import-export : L'Algérie adhère

L'Algérie «adhère à l'accord portant création de la Banque africaine d'import-export, signé à Abidjan, le 8 mai 1993 et aux amendements de ses statuts des 8 mai 2000, 5 juin 2010 et 8 décembre 2012, annexés à l'original du présent décret», lit-on dans l'Article 1er du Journal officiel du 8 juin dernier. En effet, la Banque africaine se veut un instrument de promotion des échanges commerciaux et de l'intégration régionale.



[Il diffuse une étude fantaisiste contre l'Algérie et certains pays :Allianz Trade au plus offrant](#)

Mais pourquoi l'Europe occidentale n'est-elle pas citée? Sachant pertinemment que les pays de cette partie du continent européen subissent les fatras de la crise ukrainienne de fond en comble, à telle enseigne que l'inflation frise l'in vraisemblable en Allemagne et en France?



[Etats-Unis, Canada et pays nordiques s'activent : L'odeur du business en Afrique du nord](#)

Le retour diplomatique de l'Algérie se vérifie par rapport au volume des échanges entre les pays européens, y compris de ceux d'Europe du Nord. Beaucoup de vacarme et de tohu-bohu autour de la question «espagnole» et la suspension, par l'Algérie, du Traité d'amitié avec le royaume ibérique.



[Les jordaniens, les Qataris et les Saoudiens tiennent des Forums économiques : L'Algérie comme «Qibla» des affaires](#)

L'adoption du nouveau Code des investissements devrait inciter les autres opérateurs économiques étrangers à faire preuve de moins de timidité en s'engageant davantage en Algérie à travers des investissements directs. Les opportunités d'affaires et d'investissement en Algérie, son attractivité économique et sa vocation à devenir un hub en matière d'exportation sont autant d'atouts que les différents ministres ont mis en évidence lors des différents Forums et Conseil d'affaires tenus ces derniers jours à Alger.



MARCHÉ MONDIAL DES PRODUITS ALIMENTAIRES Les avertissements de Allianz Trade

Depuis l'éclatement de la guerre en Ukraine et les perturbations en matière de transport et de logistique observées, les alertes et les avertissements se suivent concernant l'avènement d'une crise alimentaire mondiale et son impact sur certains pays.

Dans une récente étude publiée en ce mois de juin, l'assureur Allianz Trade avertit contre le risque d'un choc alimentaire dans certains pays en Afrique, en Asie et au Moyen-Orient. Ce choc pourrait induire des tensions sociales avec la flambée des prix des produits alimentaires, selon la même source «Si nous ne nourrissons pas les peuples, nous nourrissons le conflit», affirme l'assureur dans son étude.

Et d'analyser : «Le choc sur les prix alimentaires mondiaux représente une inquiétude particulièrement grande pour les pays qui sont importateurs nets d'aliments ou de certains aliments devenus rares en raison de la guerre en Ukraine, à l'instar des grains.» L'assureur estime que 11 Etats sont particulièrement à risque de voir émerger des conflits sociaux dans les prochaines années de ce fait.

Il s'agit de la Tunisie, la Bosnie Herzégovine, l'Egypte, la Jordanie, l'Algérie, le Liban, le Nigeria, le Pakistan, les Philippines, la Turquie, le Sri Lanka, ce dernier pays traverse déjà sa pire crise économique depuis son indépendance. D'autres pays importateurs nets de nourriture présentent, selon l'assureur, un risque de conflits sociaux, mais moins élevé, comme la Roumanie, Bahreïn, ou le Kazakhstan. L'Arabie Saoudite et la Chine sont aussi dans cette catégorie.

L'assureur va plus loin et fait le parallèle avec l'épisode crisogène de fin 2010-début 2011. Soulignant que ce choc réduit l'accès aux ressources, l'assureur ne manque pas de prévenir qu'une telle situation «pourrait même entraîner la chute de certains gouvernements, comme lors des printemps arabes». Et ce, en référence aux mouvements de contestation populaires au tournant des années 2010 ayant été à l'origine de la chute de plusieurs régimes, tels qu'en Tunisie et en Egypte. A l'époque, faudrait-il rappeler, les prix alimentaires avaient augmenté de 50% alors qu'actuellement, avec le conflit entre la Russie et l'Ukraine, le cours du blé est désormais supérieur à son niveau de 2012.

Depuis l'éclatement de la guerre en mer Noire et les perturbations en matière de transport et de logistiques observées, les alertes et les avertissements se suivent concernant l'avènement d'une crise alimentaire mondiale et son impact sur certains pays. Des représentations onusiennes, des ONG (organisations non gouvernementales) et des cabinets d'expertise internationaux se sont penchés sur cette question, appelant les pays à se préparer à un choc alimentaire. Le 9 juin, dans son rapport sur «Les Perspectives de l'alimentation», la FAO prévoit une hausse des dépenses mondiales d'importations alimentaires. Lesquelles devraient augmenter de 51 milliards de dollars (à 1800 milliards de dollars) par rapport à 2021, dont 49 milliards du seul fait de la progression des prix.

La FAO estime en effet que la flambée des prix des céréales et des engrais a contribué à aggraver les crises alimentaires, avec pour conséquence attendue en 2022 une hausse dramatique de la facture pour les pays importateurs, qui paieront «plus pour avoir moins». Deux mois plus tôt, en avril dernier, le Fonds monétaire international (FMI) a également alerté sur «les risques de troubles sociaux» en Afrique subsaharienne en raison de la flambée des prix des aliments.

A titre indicatif, cette région importe 85% de sa consommation de blé, avec des montants particulièrement élevés en Tanzanie, en Côte d'Ivoire, au Sénégal et au Mozambique, selon le FMI.



EN DÉPIT DES DÉVELOPPEMENTS GÉOPOLITIQUES : L'OPEP maintient ses prévisions pour la demande de pétrole

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) a reconduit des prévisions selon lesquelles la demande mondiale de pétrole dépassera, en 2022, les niveaux d'avant la pandémie, bien que le groupe de producteurs ait déclaré que l'invasion russe de l'Ukraine et les développements autour de la pandémie de coronavirus constituent un risque considérable pour le marché.

«Les développements géopolitiques actuels et le déploiement incertain de la pandémie vers la fin du second semestre de l'année continuent de poser un risque considérable pour la reprise prévue aux niveaux pré-pandémiques», a notamment souligné l'Organisation.

Dans le rapport mensuel de juin, publié sur son site internet, l'OPEP a ainsi maintenu les prévisions selon lesquelles la demande mondiale de pétrole augmenterait de 3,36 millions de barils par jour (bpj) en 2022, prolongeant une reprise après la récession de 2020. L'OPEP a averti que le conflit en Ukraine et la persistance de la pandémie menacent la forte reprise de la demande de pétrole attendue au second semestre. Le rapport s'attend à ce que la consommation mondiale dépasse la barre des 100 millions de bpj au troisième trimestre, conformément aux projections précédentes, et que la moyenne de 2022 atteigne 100,29 millions de bpj, juste audessus du taux d'avant la pandémie en 2019. «La consommation mondiale de pétrole devrait augmenter de 3,1 millions de barils par jour pour atteindre une moyenne de 101,8 millions par jour au second semestre, dépassant les niveaux d'avant Covid», a ainsi annoncé l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, qui avertit que «le rebond pourrait être déraillé par les pressions inflationnistes, les épidémies sanitaires et les retombées économiques de la guerre de la Russie en Ukraine».

Lors de sa dernière réunion le 2 juin, l'OPEP+ a avancé des augmentations de la production de pétrole pour compenser les pertes russes, mais le rapport a montré que la production de l'OPEP, qui a besoin d'une moyenne de 29,65 millions de barils par jour au cours du troisième trimestre, avait chuté de 176 000 bpj, à 28,51 millions de bpj, en raison de pertes en Libye, au Nigeria et dans d'autres pays. L'OPEP, qui a réduit ses prévisions de production russe de 250 000 bpj, a également réduit sa prévision de croissance de l'offre hors OPEP en 2022 de 300 000 bpj, à 2,1 millions de bpj, et a maintenu stable son estimation de la croissance de la production américaine.

L'OPEP s'attend à ce que l'offre de pétrole de schiste américain augmente de 880 000 bpj en 2022, inchangé par rapport au mois dernier.

L'AIE PRÉVOIT UNE DEMANDE EN HAUSSE EN 2023

L'Agence internationale de l'énergie (AIE) prévoit que la demande pétrolière mondiale va, pour la première fois, dépasser les niveaux d'avant la pandémie de Covid l'an prochain, tirée par la Chine. «La consommation va surpasser les niveaux pré-pandémie pour la première fois, à 101,6 millions de barils par jour (mb/j) en 2023», écrit-elle dans son rapport mensuel sur le pétrole publié hier, qui contient ses premières prévisions pour l'an prochain.

«Une grande part de cette probable accélération résulte d'une reprise robuste de la demande chinoise, faisant suite aux graves perturbations liées à la Covid-19 en 2022», explique l'AIE. Cela fera plus que compenser un ralentissement du côté des pays développés de l'OCDE.

Pour 2022, elle prévoit une demande mondiale de 99,4 mb/j, légèrement revue en hausse par rapport au mois dernier en raison d'une croissance plus forte que prévue en mars et avril. Cela reste 1 mb/j au dessous des niveaux de 2019.

L'AIE note que les cours du pétrole continuent leur progression après l'invasion de l'Ukraine par la Russie, avec des prix de l'essence qui progressent plus encore en raison de capacités de raffinage très limitées. Les prévisions de prix sont ainsi «structurellement élevées», ce qui se traduit par une diminution des déplacements automobiles. En revanche, la forte reprise du trafic aérien soutient la demande pétrolière à moyen terme, juge l'AIE. «La dynamique derrière la reprise des voyages en avion en Europe et en Amérique du Nord est de plus en plus manifeste», soulignent les experts.



Projet de loi relative à l'investissement : Des facilitations et des simplifications

Le nouveau projet de loi relative à l'investissement, qui devrait être présenté prochainement à l'Assemblée nationale populaire (APN), a introduit trois régimes d'incitation qui concernent les secteurs prioritaires, les zones auxquelles l'Etat accorde un intérêt particulier et les investissements revêtant un caractère structurant. Le régime d'incitation aux secteurs prioritaires est dénommé «régime des secteurs», celui des zones auxquelles l'Etat accorde un intérêt particulier est désigné «régime des zones», tandis que celui dédié aux investissements revêtant un caractère structurant est appelé «régime des investissements structurants».



ANDI : Une nouvelle dénomination et reconfiguration

Le projet de loi relative à l'investissement prévoit la reconfiguration de l'Agence nationale de développement de l'investissement (ANDI), dénommée désormais «Agence algérienne de promotion de l'investissement», en lui attribuant le rôle d' «un véritable promoteur et accompagnateur des investisseurs», selon ce nouveau texte de loi qui devrait être présenté prochainement devant l'Assemblée nationale populaire (APN).



Cap sur l'export

L'instabilité du cadre juridique régissant l'investissement a privé l'Algérie d'une politique d'intégration économique et commerciale précieuse. De tergiversation en errance, le pays a perdu du temps, mais surtout il n'avait pas réussi le pari de la diversification et de la réduction de sa quasi-dépendance des hydrocarbures. Le climat des affaires, fortement contraignant, a évincé l'investissement productif des secteurs à forte valeur ajoutée.



LE MAUVAIS MÉNAGE DU BLÉ ET DU PÉTROLE

Le pétrole en passe de s'installer à presque 130 dollars le baril peut laisser présager un retour aux jours fastes du début des années 2000 pour les Algériens. Se laisser aller dans ce calcul réduit serait une erreur de petit écolier, car la règle est toujours basée sur ce que l'on peut acheter avec ce que l'on a dans son porte-monnaie. Or, dans cette donnée essentielle, tous les prix à la consommation ont renchéri à un niveau tel que même si le baril flirtait avec 200 dollars, l'arrivée d'un mieux ne serait qu'illusoire.



L'Algérie rejoint officiellement la Banque africaine d'Import-Export

L'Algérie rejoint officiellement la banque africaine d'Import-Export (Afreximbank). Dzair Daily vous donne plus de détails à ce sujet dans la suite de cet article du 15 juin 2022. Ça se passe juste en dessous !



رسمياً.. الجزائر تنضم إلى البنك الإفريقي للاستيراد والتصدير

رسمت الجزائر انضمامها إلى البنك الإفريقي للاستيراد والتصدير، بعد توقيع مرسوم رئاسي يتضمن الموافقة على الاتفاق المؤسس للبنك، الموقع في كوت ديفوار سنة 1993. وحسب ما ورد في العدد الأخير من الجريدة الرسمية (العدد 39)، فقد وقع رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون مرسوما رئاسيا يتضمن "انضمام الجزائر إلى الاتفاق المؤسس للبنك الإفريقي للاستيراد والتصدير."

Or : Tout savoir sur nos réserves

Valeur refuge par excellence, même si son cours a été mis à mal plusieurs fois ces dernières années, l'or n'en continue pas moins de permettre aux pays qui en détiennent d'assurer leurs arrières. Ceci est surtout le cas en ces moments chargés d'incertitudes en tous genres, dont la conjoncture économique mondiale qui annonce, selon toutes les perspectives, une récession comme on n'en a plus vue depuis des décennies.

Depuis quelques années, selon plusieurs rapports de diverses organisations internationales, dont le Conseil mondial de l'or, les banques centrales de nombreux pays, notamment les mieux nantis, autrement dit les

Soit le troisième pays de la région Mena, Moyen-Orient et Afrique du Nord, dont la Banque centrale détient le plus important stock d'or, derrière l'Arabie Saoudite (323 tonnes) et le Liban (257 tonnes), et le premier pays du continent africain, devant l'Afrique du Sud et l'Égypte.

grandes puissances économiques, se sont attelées à augmenter leurs réserves en or. À se fier aux chiffres de la même organisation internationale, l'Algérie détient, au dernier relevé établi en mars dernier, un total de 174 tonnes de réserves d'or, soit le troisième pays de la région Mena, Moyen-Orient et Afrique du Nord, dont la Banque centrale détient le plus important stock d'or, derrière l'Arabie Saoudite (323 tonnes) et le Liban (257 tonnes), et le premier pays du continent africain, devant l'Afrique du Sud et l'Égypte (125



Photos - NR

tonnes chacun). C'est un très confortable matelas de sécurité, valant entre 10 et 11 milliards de dollars, que s'est donc constitué l'Algérie par ces temps hautement incertains eu égard à la multitude de tensions géopolitiques et socio-économiques que traverse le monde.

C'est une conjoncture qui fait

réserve d'or ont de quoi soulager et offrir un «refuge» au pays dans le cas d'une grave crise financière. Et comme l'explique un spécialiste pour le Conseil mondial de l'or : «À la différence d'une monnaie comme le dollar qui peut facilement être manipulée ou utilisée par le pays émetteur comme arme de sanctions économiques, l'or n'est le passif de personne, il n'a donc pas de risque de contrepartie, il ne peut pas faire faillite comme un bon du trésor.

Et il peut être détenu dans des coffres sur le territoire national sans risque de saisie.» Des atouts, comme l'explique le même spécialiste, remis sur le devant de la scène suite au gel des avoirs en dollar de la banque

dépendance économique et financière.»

L'or, en dehors des réserves détenues par la Banque d'Algérie, constitue, en tous les cas, un autre gage de sécurité pour l'Algérie qui, d'ailleurs sur un autre plan, peut se targuer de ne pas être parmi les moins bien gâtés en la matière par la nature, comme l'illustre l'immense patrimoine aurifère du pays et dont l'exploitation par l'Entreprise d'exploitation des mines d'or (Enor), depuis son lancement en 2001, a permis la production de près de 7 tonnes jusqu'à l'année dernière. Selon des chiffres annoncés par le ministre de l'Énergie et des Mines, il y a quelques mois de cela, rien que pour les mines d'or relevant de

Rien que pour les mines d'or relevant de l'Enor, elle compte une réserve géologique de l'ordre de 51 tonnes d'or exploitables, alors que la réserve géologique nationale aurifère est évaluée à 124 tonnes.

centrale de Russie. «Cet événement a beaucoup interrogé la communauté des banques centrales désireuses de sécuriser leurs réserves de change, et l'or est de plus en plus perçu comme l'instrument d'une politique d'in-

l'Enor, elle compte une réserve géologique de l'ordre de 51 tonnes d'or exploitables, alors que la réserve géologique nationale aurifère est évaluée à 124 tonnes.

Azedine Maktour



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

💡 Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉️ dc@mf.gov.dz

☎️ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



@MFinancesdz



MFINANCES-CHANNEL وزارة المالية الجزائرية



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger